

# JEAN PISANI-FERRY

Commissaire général à la stratégie et à la prospective, France

Je souhaiterais faire deux remarques, une générale et une sur l'Europe. La plupart des personnes présentes ont consacré une partie de leur temps à expliquer aux autres que la mondialisation n'était pas une menace majeure pour l'égalité, parce qu'elle pouvait entraîner une réduction de l'inégalité mondiale, ce qui a été expliqué par Richard. En parallèle, les gouvernements avaient les moyens de s'attaquer aux conséquences domestiques de la mondialisation et à la distribution des revenus. Ils pouvaient se servir des impôts pour redistribuer les gains de la mondialisation.

La première remarque est correcte, et je vais simplement citer une statistique publiée par l'Organisation internationale du travail (OIT) il y a quelques jours. Les salaires mondiaux ont augmenté de 2 % l'an dernier en valeur réelle. En excluant la Chine, l'augmentation est de 1 %. La Chine est responsable pour la moitié de l'augmentation mondiale, ce qui indique l'ampleur du phénomène en termes d'émergence d'une classe moyenne mondiale. Néanmoins, en ce qui concerne les conséquences de la mondialisation pour l'inégalité au sein des pays, on a fait plusieurs erreurs.

Nous avons largement sous-estimé la corrélation entre la mondialisation et la tolérance à l'inégalité. En théorie, les économies très ouvertes, comme celles des pays nordiques européens, étaient à la fois ouvertes et relativement égalitaires. L'idée était que les deux pouvaient aller ensemble. Dans le même temps, le fait que la mondialisation créait la possibilité de s'échapper du système, une porte de sortie pour les personnes riches, a eu de profondes conséquences sur la tolérance de la société à l'inégalité.

La deuxième remarque est que le problème de l'évasion fiscale a été sous-estimé depuis très longtemps. Elle a été traitée comme un phénomène de seconde importance. Nous avons des statistiques publiées par des chercheurs, je crois qu'on estime que 8 % de la richesse domestique mondiale est hébergée dans des paradis fiscaux. C'est un montant énorme quand on réfléchit au fait que la plupart des gens ne placent pas leurs économies dans un paradis fiscal. 8 %, c'est gigantesque et cela signifie que l'évasion a des conséquences, car la capacité du système fiscal à redistribuer la richesse et les revenus s'en trouve grandement diminuée. Et même si le chiffre est moins élevé d'un point de vue quantitatif, c'est important du point de vue moral et cela a significativement discrédité la mondialisation.

Enfin, nous avons sous-estimé la corrélation entre la mondialisation et le type de progrès technique. Il y a le progrès technique en lui-même, mais aussi en relation avec la mondialisation. C'est peut-être une coïncidence, mais peut-être que c'est plus qu'une coïncidence. Cela a provoqué un biais qui mène à plus d'inégalité. Ce sont des problèmes sérieux dont nous parlons aujourd'hui.

Laissez-moi à présent parler de l'Europe. En principe, l'UE aurait pu être dans une position bien différente, parce que l'OMC et le FMI sont des institutions qui n'ont pas été établies avec un mandat pour traiter des problèmes d'inégalité au sein de l'OCDE. Nous voyons que ces institutions sont de plus en plus inquiètes au sujet des inégalités. Paradoxalement, l'UE, qui est une institution politique avec un mandat inscrit dans les traités pour améliorer l'ensemble de la société, s'est montrée relativement indifférente aux problèmes d'inégalités. Nous partageons des valeurs, nous avons des institutions politiques, nous devons rendre des comptes et en même temps, nous semblons relativement indifférents.

Pourquoi ? Il y a de nombreuses raisons. Il y a une raison constitutionnelle, qui est qu'il a été accepté dès le début que le rôle de l'UE était de gérer les inégalités entre les pays et les régions, mais pas entre les individus. Il y a une division du travail, et l'inégalité entre les individus relève des États membres. L'UE n'a rien à y faire. C'est la première raison.

La deuxième raison est que l'UE a été extraordinairement faible sur les problèmes fiscaux, pour des raisons ayant à voir avec l'émergence d'un jeu d'alliances. Il y a ceux qui sont pour la souveraineté fiscale, ce qui signifie qu'il n'y a aucune discussion possible de quelque sorte que ce soit sur la coordination fiscale, car c'est un problème de

souveraineté nationale. Il y a ceux qui sont en faveur de la concurrence fiscale et qui ont tout à gagner à être plus souples, certains pays jouant même le rôle de paradis fiscaux. Nous avons récemment entendu parler des fuites du Luxembourg et du traitement des multinationales. Puis il y a ceux qui sont en faveur de la réduction des taxes et qui utilisent la concurrence fiscale comme une façon de réduire les impôts dans leur pays.

Pour ces raisons, l'UE s'est avérée complètement inefficace dans la discussion sur l'égalité dans le rôle fiscal. Nous sommes de nouveau en présence de ce paradoxe auquel, une fois de plus, l'OCDE et le FMI semblent attacher plus d'importance. Je pense que cela a des conséquences politiques désastreuses pour l'UE, qui encourage en effet la croissance et l'intégration. On assume implicitement que la croissance est comme une marée montante qui soulève tous les bateaux, et donc que tout le monde bénéficie de la croissance. La nature de la croissance telle qu'elle existe actuellement est une source de division. Nous savons que la croissance ne soulève pas tous les bateaux. Nous savons que la croissance crée une richesse extraordinaire. Chercher la croissance et l'intégration sans se préoccuper des conséquences de la distribution n'est pas une posture gagnante pour le futur. On a besoin de profonds changements sur ce point.